



**PRÉFET  
DE LA LOIRE-  
ATLANTIQUE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction de la Coordination,  
des Politiques Publiques et de l'Appui Territorial**

**Arrêté préfectoral d'autorisation n° 2024/ICPE/082  
Société Arc-en-Ciel 2034 à Couëron**

**Activités de traitements de déchets non dangereux (OMR) par valorisation énergétique (UVE),  
Atelier de tri des collectes sélective (ATCS) et Atelier tout-venants (ATV)**

**LE PREFET DE LA LOIRE-ATLANTIQUE**

Chevalier de la Légion d'honneur,  
Chevalier de l'ordre national du Mérite

**VU** le Code de l'environnement (CE) et notamment son titre 1<sup>er</sup> du livre V, notamment ses articles L. 181-14 et R. 181-46 II ;

**VU** la décision d'exécution (UE) n° 2019/2010 de la commission du 12 novembre 2019 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) pour l'incinération des déchets, au titre de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil ;

**VU** la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**VU** l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002, relatif aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets non dangereux et aux installations incinérant des déchets d'activités de soins à risques infectieux ;

**VU** l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021, relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 3520 et à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3510, 3531 ou 3532 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**VU** l'arrêté préfectoral d'autorisation 2018/ICPE/288 délivré le 8 janvier 2019, autorisant la société Arc-en-Ciel 2034 à poursuivre l'exploitation au lieu-dit « La Cité Navale » à Couëron, d'un centre de traitement et de valorisation de déchets non dangereux qui regroupe une unité de valorisation énergétique (UVE), un centre de tri de collectes sélectives (ATCS) et un centre de préparation de combustible solide de récupération (CSR) dans le cadre de la délégation de service public (DSP) accordée par Nantes Métropole ;

**VU** l'arrêté préfectoral d'autorisation 2023/ICPE/260 délivré le 24 juillet 2023, mettant à jour certaines prescriptions de l'établissement ;

**VU** l'arrêté de Nantes Métropole du 18 décembre 2023, autorisant le déversement des effluents d'AEC 2034 dans le réseau public pour être traités dans la station d'épuration de Tougas ;

**VU** la lettre de la société Arc-en-Ciel 2034 du 8 février 2021, relative au programme de suivi RSDE de son installation de Couëron ;

**VU** le dossier de réexamen défini à l'article R. 515-72 établissant une comparaison des conditions d'exploitation aux conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives aux installations

d'incinération de déchets transmis au Préfet de la Loire-Atlantique par courrier du 2 décembre 2020 et complété le 7 novembre 2022 ;

**VU** les rapports et les propositions en date du 1<sup>er</sup> mars 2024 et 3 juillet 2024 de l'inspection des installations classées ;

**VU** le projet d'arrêté préfectoral transmis à la société Arc-en-Ciel 2034 en application de l'article R. 181-45 du Code de l'environnement en l'invitant à formuler ses observations en date du 4 juillet 2024;

**VU** la réponse du pétitionnaire formulée par courrier en date du 18 juillet 2024;

**CONSIDÉRANT** que les activités de la société Arc-en-Ciel 2034 relèvent notamment de la rubrique IED principale 3520 et sont, à ce titre, couvertes par les MTD relatives aux activités d'incinération de déchets (BREF WI) qui lui sont applicables ;

**CONSIDÉRANT** que l'exploitant a remis le dossier de réexamen et le rapport de base requis en application des articles R.515-30 et R.515-71 du code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** que les conditions d'aménagement et d'exploitation prévues dans le dossier de réexamen présenté permettent de se conformer aux MTD et aux niveaux d'émissions associés applicables ;

**CONSIDÉRANT** que les prescriptions réglementaires doivent tenir compte de l'efficacité des MTD décrites dans l'ensemble des documents de référence applicables et doivent respecter les niveaux d'émissions décrits dans les conclusions sur les MTD relatives à l'incinération de déchets ;

**CONSIDÉRANT** l'entrée en application de l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021 déjà cité relatif aux MTD à compter du 3 décembre 2023 ;

**CONSIDÉRANT** que les dispositions de l'annexe 3.2 de l'arrêté du 17 décembre 2019 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED sont applicables aux installations de traitement mécanique de déchets ;

**CONSIDÉRANT** que certaines dispositions des textes qui réglementent actuellement l'établissement nécessitent d'être adaptées pour être rendues compatibles avec l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021 cité et l'annexe 3.2 de l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 mentionné ci-dessus ;

**CONSIDÉRANT** que la station d'épuration de Tougas est capable d'accepter et de traiter correctement les effluents liquides envoyés la société AEC 2034 concernant les paramètres biologiques notamment;

**CONSIDÉRANT** qu'il y a lieu d'actualiser les prescriptions techniques qui réglementent l'établissement pour tenir compte des propositions formulées par l'exploitant ;

Le pétitionnaire entendu,

Sur proposition du Secrétaire général de la préfecture,

## ARRÊTE



---

## Titre 1 - Portée de l'arrêté

---

### Article 1.1 - Titulaire de l'autorisation

La société Arc-en-Ciel 2034, dont le siège est situé Lieu-dit « La Cité Navale », 44 220 COUËRON, est autorisée, à poursuivre l'exploitation du centre de traitement et de valorisation des déchets – Partie usine DSP, qu'elle exploite à cette même adresse sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté.

### Article 1.2 - Mises en application des MTD

Au sens de l'article R. 515-61 du code de l'environnement, la rubrique principale est la rubrique **3520** relative à l'élimination ou la valorisation des déchets dans des installations d'incinération des déchets ou des installations de co-incinération des déchets, et les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale à mettre en œuvre sont celles associées au document **BREF incinération des déchets (BREF WI)**.

Le périmètre IED intègre l'ensemble des installations du site y compris le centre de tri des collectes sélectives (ATCS) et l'atelier tout-venant (ATV).

Les dispositions de l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021, relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 3520 et à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3510, 3531 ou 3532 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, s'appliquent à l'établissement.

### Article 1.3 - Conformité au dossier de demande d'autorisation et respect des engagements

Les installations et leurs annexes sont aménagées et exploitées conformément aux plans, données techniques et engagements présentés au cours de l'instruction de la demande d'autorisation, des dossiers de modifications qui ont fait l'objet d'une suite favorable écrite du préfet, sauf en ce qu'ils auraient de contraire aux prescriptions du présent arrêté ainsi que dossier de réexamen rédigé en application de la Directive IED.

En particulier, les dispositions suivantes en cours de déploiement comme présenté dans le récolement des MTD joint au dossier de réexamen, sont respectées à la date du 3 décembre 2023 :

- une surveillance des PBDD/F (dioxines et furanes bromées) en surveillance semestrielle ainsi que le suivi en semi-continu des PCDD/F et des PCB de type dioxines (MTD 4) ;
- les mesures des émissions atmosphériques pendant les périodes OTNOC ainsi que les campagnes de mesurage triennales pendant les phases de démarrage et d'arrêt sans combustion de déchets (MTD 5) ;
- la mesure journalière des matières en suspension totales (MEST) et les mesures mensuelles des émissions dans les rejets liquides du molybdène et des PCDD/F (dioxines et furanes) (MTD 6) ;
- un échantillonnage périodique des livraisons des déchets (MTD 11) ;
- un plan de gestion des OTNOC (MTD 18) ;
- un système de gestion des odeurs pendant les phases d'arrêt complet (MTD 21) ;
- le changement du réactif pour le traitement du mercure (MTD 31) ;

- l'optimisation des consommations d'eau (MTD 32) ;
- l'application du plan d'actions bruits par la réalisation des travaux présentés (MTD 37).

L'exploitant transmet au préfet les justificatifs correspondants de respect de ces MTD.

## Article 1.4 - Surveillance des émissions dans l'air

### Article 1.4.1 - Dispositions applicables à l'unité de valorisation énergétique (MTD 4 et 5)

Les valeurs limites d'émissions dans l'air prescrites à l'article IX.2.5 de l'arrêté préfectoral d'autorisation 2018/ICPE/288 du 8 janvier 2019 sont remplacées par les dispositions suivantes relatives aux paramètres suivis, VLE, conditions de validation et fréquences de surveillance des émissions dans l'air, ainsi rédigées :

#### Article 1.4.1.1 - Paramètres mesurés et Valeurs limites d'émissions (VLE)

En conditions normales de fonctionnement dite conditions NOC, l'Unité de Valorisation Énergétique (UVE) existante respecte les VLE suivantes, associées aux émissions atmosphériques canalisées résultant de l'incinération des déchets :

Paramètres	Concentrations	Période d'établissement de la moyenne	Intervalle de confiance	Flux journaliers (1)
Poussières totales	5 mg/Nm <sup>3</sup>	Moyenne journalière	30 %	9,19 kg/j
COVT	10 mg/Nm <sup>3</sup>	Moyenne journalière	30 %	16 kg/j
CO	50 mg/Nm <sup>3</sup>	Moyenne journalière	10 %	80 kg/j
HCl	8 mg/Nm <sup>3</sup>	Moyenne journalière	40 %	14,71 kg/j
HF	1 mg/Nm <sup>3</sup>	Moyenne journalière ou en moyenne sur la période d'échantillonnage	40 %	1,84 kg/j
SO <sub>2</sub>	40 mg/Nm <sup>3</sup>	Moyenne journalière	20 %	73,54 kg/j
NO <sub>x</sub>	80 mg/Nm <sup>3</sup>	Moyenne journalière	20 %	147,07 kg/j
NH <sub>3</sub>	10 mg/Nm <sup>3</sup>	Moyenne journalière	40 %	18,38 kg/j
Cd + Tl	0,02 mg/Nm <sup>3</sup>	Moyenne sur la période d'échantillonnage	—	36,77 g/j
Sb + As + Pb + Cr + Co + Cu + Mn + Ni + V	0,3 mg/Nm <sup>3</sup>	Moyenne sur la période d'échantillonnage	—	551,15 g/j
Hg	0,02 mg/Nm <sup>3</sup>	Moyenne journalière ou en moyenne sur la période d'échantillonnage	40 %	36,77 g/j
PCDD/PCDF (dioxines et furanes) – Mesures long terme	0,08 ng I-TEQ/Nm <sup>3</sup>	Période d'échantillonnage à long terme	—	147,07 µg/j
PCDD/PCDF (dioxines et furanes) – Mesures court terme	0,06 ng I-TEQ/Nm <sup>3</sup>	Moyenne sur la période d'échantillonnage	—	
PBDD/PBDF (dioxines bromées)	—	Moyenne sur la période d'échantillonnage à long terme	—	—

(1) : flux obtenu en multipliant la concentration par 24h et par le débit (76 600m<sup>3</sup>/h) sauf pour les paramètres COVT et CO avec reprise des flux plus contraignants de l'arrêté du 8 janvier 2019

#### Article 1.4.1.2 - Conditions de validation

Les moyennes sur une demi-heure sont déterminées à partir des valeurs mesurées, après soustraction de la valeur de l'intervalle de confiance indiqué à l'article 1.4.1.

Une moyenne demi-heure est considérée comme étant une valeur valide pour les VLE en NOC :

- lorsqu'au moins 20 min sur 30 min ont été mesurées en condition normale de fonctionnement ;



- en l'absence de toute maintenance ou de tout dysfonctionnement du système de mesure automatisé sur l'ensemble de la demi-heure.

A l'exception du suivi en continu du mercure pour lequel peuvent être écartées jusqu'à 500 h/an de valeurs demi-horaires pour cause d'indisponibilité du dispositif de suivi :

- les moyennes journalières valides pour les VLE en NOC sont calculées à partir de ces moyennes demi-horaires valides, dans la limite de cinq moyennes demi-horaires écartées par jour pour maintenance ou dysfonctionnement du système de mesure automatisé ;
- pas plus de dix moyennes journalières par an ne peuvent être écartées pour cause de mauvais fonctionnement ou d'entretien d'un système de mesure en continu.

Pour qu'une moyenne jour soit prise en compte en NOC, il est nécessaire que pas plus de 12 moyennes demi-horaires OTNOC (conditions d'exploitation autres que normales) ne soient écartées par jour.

#### Article 1.4.1.3 - Fréquence de surveillance

Les émissions atmosphériques sont contrôlées selon les périodicités suivantes :

Paramètres	Fréquence des mesures	Référence MTD / AM 2021 correspondantes
Débit et teneur en oxygène, température, pression et teneur en vapeur d'eau	En continu	MTD 3 / Art 2.2.1
Température chambre de combustion	En continu	MTD 3 / Art 2.2.1
Poussières totales	En continu	MTD 25 / Art 2.2.2
COVT	En continu	MTD 30 / Art 2.2.2
CO	En continu	MTD 29 / Art 2.2.2
HCl	En continu	MTD 27 / Art 2.2.2
HF	En continu	MTD 27 / Art 2.2.2
SO <sub>2</sub>	En continu	MTD 27 / Art 2.2.2
NO <sub>x</sub>	En continu	MTD 29 / Art 2.2.2
NH <sub>3</sub>	En continu	MTD 29 / Art 2.2.2
Cd + Tl – Sommes du cadmium, du thallium et de leurs composés	Semestrielle	MTD 25 / Art 2.2.2
Métaux et métalloïdes à l'exception du Hg As + Co + Cr + Cu + Mn + Ni + Pb + Sb + V + Cd + Tl	Semestrielle	MTD 25 / Art 2.2.2
Hg	En continu	MTD 31 / Art 2.2.2
PCDD/PCDF (dioxines et furanes)	Semi-continu	MTD 30 / Art 2.2.2
PCDD/PCDF (dioxines et furanes)	Semestrielle (échantillonnage à court terme sur une durée 6 à 8h)	MTD 30
PBDD/PBDF (dioxines bromées)	Semestrielle	MTD 30 / Art 2.2.2
PCB type dioxines	Mensuel échantillon long terme Semestriel échantillon court terme	MTD 30 / Art 2.2.2
Benzo[a]pyrène	Annuelle	MTD 30 / Art 2.2.2

#### Article 1.4.1.4 - Surveillance des émissions canalisées en conditions OTNOC

Pendant les périodes de fonctionnement autres que normales (OTNOC), l'exploitant applique les dispositions de l'art. 2.2.5 de l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021.

## Article 1.4.2 - Dispositions applicables à l'ATCS et à l'ATV (MTD 25 du BREF WT)

Les émissions des ateliers ATCS et ATV sont captées, canalisées et traitées dans des dépoussiéreurs et rejetées par un exutoire unique.

Les rejets atmosphériques de ces bâtiments présentent une concentration maximale en poussières de 5 mg/Nm<sup>3</sup>. Cette teneur est mesurée semestriellement par un organisme agréé.

## Article 1.5 - Surveillance des émissions dans l'eau (MTD 6)

### Article 1.5.1 - Paramètres mesurés et Valeurs limites d'émissions (VLE)

Le tableau des valeurs limites d'émissions dans l'eau et des fréquences de surveillance des paramètres suivis, prescrites à l'article IV.5.7 de l'arrêté préfectoral d'autorisation 2018/ICPE/288 du 8 janvier 2019, sont remplacées par les dispositions suivantes relatives aux paramètres suivis, VLE et fréquences de surveillance des émissions dans l'eau, ainsi rédigées :

Paramètres	Codes SANDRE	Concentrations	Fréquences de contrôle	Flux journaliers
Débit – Moyenne mensuelle			Continu	120 m³/j
Débit – En pointes exceptionnelles (1)			Continu	150 m³/j
Température		< 30°C	Continu	
pH	1302	5,5 < pH < 8,5	Continu	
<b>Paramètres globaux</b>				
MEST	1305	30 mg/l (4)	Journalière	3,6 kg/j (0)
COT	1841	40 mg/l (4)	Continu	4,8 kg/j(0)
DBO <sub>5</sub>	-	800 mg/l	Mensuelle	96 kg/j
TI et ses composés exprimés TI	2555	0,03 mg/l	Mensuelle	3,6 g/j
Cyanures libres (en CN)*	1084	0,1 mg/l	Mensuelle	12 g/j
Composés organiques halogénés (en AOX ou EOX) ou halogènes des composés organiques absorbables (AOX)	1106 (AOX) 1760 (EOX)	5 mg/l	Mensuelle	0,6 kg/j
Hydrocarbures totaux	7009	5 mg/l	Mensuelle	0,6 kg/j
Ion fluorure	7073	15 mg/l	Mensuelle	1,8 kg/j
<b>Substances spécifiques du secteur d'activité</b>				
Plomb et ses composés (en Pb)	1382	60 µg/l	Mensuelle	7,2 g/j
Chrome et ses composés (en Cr)	1389	100 µg/l (dont Cr <sup>6+</sup> : 50 µg/l)	Mensuelle	12 g/j
Cuivre et ses composés (en Cu)	1392	150 µg/l	Mensuelle	18 g/j
Nickel et ses composés ( en Ni)	1386	100 µg/l	Mensuelle	12 g/j
Zinc et ses composés (Zn)	1383	500 µg/l	Mensuelle	60 g/j
<b>Autres substances dangereuses entrant dans la qualification de l'état de la masse d'eau</b>				
Cadmium et ses composés (en Cd)	1388	25 µg/l	Mensuelle	3 g/j
Mercure et ses composés (en Hg)	1387	10 µg/l	Mensuelle	1,2 g/j
Nonylphénols	1958	25 µg/l	Ponctuelle (5)	2 g/j
<b>Autres substances de l'état chimique</b>				
Di(2-éthylhexyl)phtalate (DEHP)	6616	25 µg/l	Ponctuelle (5)	3 g/j
Acide perfluoro octanesulfonique et ses dérivés (PFOS)* (en référence à exigences de l'AM du 17 décembre 2019)	6561	25 µg/l	Semestrielle (2) (3)	2 g/j



Quinoxylène	0	25 µg/l	Ponctuelle (5)	3 g/j
Dioxines et composés de type dioxines dont certains PCDD, PCDF et PCB-TD	7707	0,05 ng/l-TEQ/l	Mensuelle	36 µg/j
Aclonifène	1688	25 µg/l	Ponctuelle (5)	Si rejet > 1 g/j
Bifénox	1119	25 µg/l	Ponctuelle (5)	Si rejet > 1 g/j
Cybutryne	1935	25 µg/l	Ponctuelle (5)	Si rejet > 1 g/j
Cyperméthrine	0	25 µg/l	Ponctuelle (5)	Si rejet > 1 g/j
Hexabromocyclododécane (HBCDD)	7128	25 µg/l	Ponctuelle (5)	Si rejet > 1 g/j
Heptachlore et époxyde d'heptachlore	0	25 µg/l	Ponctuelle (5)	3 g/j
<b>Polluants spécifiques de l'état écologique</b>				
As et ses composés (en As)	1369	50 µg/l	Mensuelle	6 g/j
<b>Autres substances ou paramètres</b>				
Sb	1376	900 µg/l	Mensuelle	108 g/j
Mo	1395	-	Mensuelle	-
Métaux totaux		3 mg/l	Mensuelle	360 g/j
HAP	6136	50 µg/l	Semestrielle	6 g/j
PCB	7431	500 µg/l	Semestrielle	60 g/j
PFOA (en référence à exigences de l'AM du 17 décembre 2019)	/	/	Semestrielle (2) (3)	/

(1) Dans les cas exceptionnels d'épisodes climatiques intenses que l'exploitant est en mesure de justifier

(2) Lorsque les substances énumérées sont pertinentes pour le flux d'effluents aqueux

(3) La fréquence de surveillance de ces paramètres peut être révisée après accord de l'inspection des installations classées sur la base de résultats d'autosurveillance sur plusieurs campagnes successives

(4) Puisque l'installation est raccordée à une station d'épuration urbaine, sous réserve des dispositions du R. 515-65 III du code de l'environnement, les valeurs limites de concentration ne doivent pas excéder les valeurs limites indiquées dans le tableau divisées par « 1-taux d'abattement » de la station. L'exploitant doit être en mesure de justifier et soumettre la proposition des nouvelles valeurs à l'autorité préfectorale accompagnée des justificatifs.

(5) Surveillance éventuelle sous la responsabilité de l'exploitant avec demande ponctuelle de mesure pouvant être faite par l'inspection des installations classées

## Article 1.6 - Echantillonnage périodique des livraisons des déchets (MTD 11)

Les dispositions de l'art. 3.2 de l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021 cité à l'article 1.3 complètent les dispositions relatives aux « Contrôles à l'arrivée » prescrites à l'article V.2.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation 2018/ICPE/288 du 8 janvier 2019.

## Article 1.7 - Système de gestion des odeurs pendant les phases d'arrêt complet (MTD 21)

Les dispositions de l'art. 5.1.1 de l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021 cité à l'article 1.3 complètent les prescriptions relatives aux « Préventions des nuisances olfactives » fixées à l'article IX.2.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation 2018/ICPE/288 du 8 janvier 2019.

---

## **Titre 2 - Frais – Délais et voies de recours – publicité – exécution**

---

### **Article 2.1 - Frais**

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

### **Article 2.2 - Délais et voies de recours**

En application de l'article R. 181-50 du code de l'environnement le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

La décision peut être déférée à la juridiction administrative territorialement compétente, le Tribunal administratif de Nantes - 6 allée de l'Île Gloriette – CS 24 111 – 44 041 NANTES cedex 1 :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication sur le site internet de la préfecture ou de l'affichage de la décision. Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

En cas de recours contentieux des tiers intéressés à l'encontre du présent arrêté, l'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité, de notifier celui-ci à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision. L'auteur d'un recours administratif est également tenu de le notifier au bénéficiaire de la décision à peine de non prorogation du délai de recours contentieux.

La notification prévue au précédent alinéa doit intervenir par lettre recommandée avec avis de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt du recours contentieux ou de la date d'envoi du recours administratif.

### **Article 2.3 - Publicité**

Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Couëron et peut y être consultée.

Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de Couëron, pendant une durée minimum d'un mois ; un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et envoyé à la préfecture de la Loire-Atlantique – direction de la coordination des politiques publiques et de l'appui territorial – bureau des procédures environnementales et foncières.

L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Loire-Atlantique pendant une durée minimale de quatre mois.

L'information des tiers s'effectue dans le respect de tout secret protégé par la loi.



## Article 2.4 - Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de la Loire-Atlantique, la directrice régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement (DREAL) des Pays de la Loire, le Maire de la commune de Couëron, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nantes, le 18 SEP. 2024  
LE PRÉFET,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Le secrétaire général

Pierre-Emmanuel PORTHERET



